

**RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR PRESENTATION EN CODERST**

Objet : SOCIETE GRASSOISE DE PARFUMERIE - ETABLISSEMENT LE CARRE (SGP2) –
Commune de GRASSE
- **Bilan décennal de fonctionnement** pour la période allant jusqu'au 31/12/2006
- Mise à jour de l'étude de dangers

La société SGP exploite à Grasse trois établissements de fabrication de matières premières pour la parfumerie essentiellement à partir d'huiles végétales. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exploitant a remis à l'administration un bilan de fonctionnement décennal pour le site dit SGP2 dont l'objectif est de permettre au préfet de réexaminer et, si nécessaire, d'actualiser les conditions de l'autorisation. Par ailleurs, l'exploitant a remis à la demande de l'administration une mise à jour de l'étude de dangers du site. Etant données :

- les meilleures techniques disponibles listées dans les BREF¹ européens,
- la mise à jour de l'étude de dangers,
- les évolutions réglementaires applicables aux installations de mélanges de liquides inflammables,

il se révèle utile et pertinent d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral réglementant les activités du site.

1. OBJET DU RAPPORT

Par courrier en date du 20 décembre 2006, la société SGP a transmis à Monsieur le Préfet **le bilan de fonctionnement** des installations exploitées au 43, route de la Marigarde – ZI du Carré à Grasse sur le site dit SGP2 en application de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié.

Par courrier en date du 20 juin 2007, l'inspection des installations classées a demandé des compléments à l'exploitant qui ont été transmis par courrier du 7 novembre 2007.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis en avril 2004 à Monsieur Le Préfet la **mise à jour de son étude de dangers** du site SGP2, suite notamment à l'ajout de deux réacteurs et d'une colonne à distiller.

2. SITUATION GEOGRAPHIQUE ET ACTIVITES

L'établissement SGP2 est situé dans la zone industrielle du Carré à Grasse sur une superficie d'environ 3600 m².

Les principales activités du site sont :

- La synthèse (hémisynthèses organiques)
- La distillation d'huiles essentielles

¹ BREF : Best References (documents techniques élaborés par la commission européenne)

3. CLASSEMENT ICPE

Les activités exercées sur SGP2 sont autorisées par les arrêtés préfectoraux du 5 décembre 1997 et du 10 mars 2006. La situation de cet établissement est présentée en annexe 1 du présent rapport.

4. RAPPEL DU CONTEXTE REGLEMENTAIRE

L'article R. 512-45 du Code de l'Environnement prévoit que, "en vue de permettre au préfet de réexaminer et, si nécessaire, d'actualiser les conditions de l'autorisation, l'exploitant lui présente un bilan du fonctionnement de l'installation dont le contenu et la fréquence sont fixés par catégorie d'installations par arrêté du ministre chargé des installations classées". Cette modification transpose l'article 13 de la directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (directive IPPC).

Les exploitants des installations visées par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié doivent présenter au moins tous les dix ans un bilan de fonctionnement conformément aux dispositions de l'arrêté. Ce bilan utilise notamment les données fournies chaque année par l'exploitant à l'inspection des installations classées en application de son arrêté préfectoral d'autorisation ou d'un arrêté préfectoral complémentaire. Il doit concerner l'ensemble des installations classées présentes sur le site et fournir les compléments et éléments d'actualisation depuis la précédente étude d'impact réalisée telle que prévue à l'article R. 512-6 du Code de l'Environnement. Ce bilan est destiné à permettre de réexaminer les effets et les performances de l'installation vis-à-vis de la protection de l'environnement et de la santé humaine. Il doit conduire l'exploitant à étudier, au regard des meilleures technologies disponibles, les éventuelles améliorations auxquelles il pourrait procéder, en matière de prévention et de réduction à la source des risques et des nuisances.

Le bilan de fonctionnement permet à l'inspection des installations classées de réexaminer de manière approfondie et systématique - tous les dix ans - les effets et les performances de l'installation vis-à-vis des intérêts protégés par la législation des installations classées. Il doit conduire l'inspection des installations classées, lorsque ces intérêts sont menacés ou lorsque l'évolution des techniques permet une réduction significative des impacts sur les intérêts précités, à proposer au préfet de prescrire, par arrêté préfectoral complémentaire pris, dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, une actualisation des prescriptions, éventuellement assortie d'un échéancier d'application.

L'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié s'applique de plein droit aux installations énumérées en annexe 1 dudit arrêté et notamment à celles relevant de la rubrique 1431 de la nomenclature des installations classées (fabrication de liquides inflammables).

5. ANALYSE DU BILAN DE FONCTIONNEMENT

Le bilan de fonctionnement remis pour le site SGP2 est conforme aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 29 juin 2004 et contient entre autres :

- Une analyse du fonctionnement de l'installation au cours de la période décennale passée comprenant en particulier :
 - la conformité des installations vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et notamment des valeurs limites d'émission,
 - une synthèse de la surveillance des émissions, du fonctionnement de l'installation et de ses effets sur l'environnement,
 - l'évolution des flux des principaux polluants et l'évolution de la gestion des déchets,
 - les investissements en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions ;
- Une analyse des performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions par rapport à l'efficacité des meilleures techniques disponibles décrites dans le BREF² relatif à la chimie fine organique ;

² BREF : Best References

- Les mesures envisagées pour placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas de cessation définitive de toutes les activités.

5.1. Effets de l'évolution des installations sur l'environnement au cours des dix dernières années

5.1.1. Alimentation en eau

L'établissement SGP2 est alimenté en eau par le réseau d'alimentation en eau potable de la ville de Grasse. Cette eau est notamment utilisée pour :

- le process
- l'alimentation des installations de refroidissement
- le lavage des appareils

L'évolution des consommations d'eau sur le site entre 1997 et 2006 est présentée dans le tableau suivant :

Suivi de la consommation en eau du site entre 1999 et 2005 (en m³)										
Année	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total annuel (m ³)	9667	7640	7550	8873	8298	6343	5640	4072	4490	5425

Ces niveaux de consommations d'eau sont conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 1997. La baisse de la consommation d'eau sur ce site s'explique d'une part par une baisse de l'activité industrielle au sein de cet établissement et d'autre part par la mise en place depuis 1997 de mesures techniques et organisationnelles visant à réduire la consommation d'eau (nouvelles procédures, changement de technologie des pompes à vide, ...).

5.1.2. Rejets d'eaux usées industrielles

Le réseau d'eaux usées industrielles collecte principalement les effluents provenant du lavage des appareils.

L'autosurveillance imposée à l'exploitant porte sur 3 paramètres à chaque bâchée (DCO, DBO₅ et MES) ; la concentration en hydrocarbures étant mesurée toutes les 3 bâchées.

Les résultats d'autosurveillance de l'exploitant transmis à l'inspection des installations classées montrent qu'aucune valeur mesurée au cours des six dernières années n'a dépassé les valeurs limites imposées dans l'arrêté préfectoral du 5 décembre 1997.

5.1.3. Déchets

Les activités exercées sur le site génèrent la production de déchets dangereux et non dangereux (papiers, cartons, ferrailles, ...).

Les différents types de déchets dangereux générés par l'activité de SGP2 sont les suivants :

- Eaux de chimie
- Emballages métalliques et plastiques
- Résidus liquides, pâteux et solides

Ces déchets sont évacués et traités / éliminés par des sociétés agréées.

5.2. Comparaison par rapport aux Meilleures Techniques actuellement Disponibles (M.T.D.)

L'exploitant s'est positionné par rapport aux Meilleures Techniques Disponibles décrites dans les BREFs suivants :

- "Chimie fine organique" (BREF adopté en août 2006)
- "Systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique" (BREF adopté en février 2003)

- "Emissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac" (BREF adopté en juillet 2006)
- "Systèmes de refroidissement industriel" (BREF adopté en décembre 2001)
- "Principes généraux de surveillance" (BREF adopté en juillet 2003)

5.2.1. BREF Chimie fine organique

Le tableau suivant présente les caractéristiques du site au regard des principales MTD décrites dans le BREF "Chimie fine organique" (BREF OFC) :

MTD décrites dans le BREF OFC	Caractéristiques du site
Réutilisation des solvants	Plusieurs lavages avec le même solvant
(Pré)traitement des flux d'eaux résiduaires	Station biologique
Surveillance de l'ensemble des effluents sortants d'une station biologique	DCO, DBO ₅ et MES sont mesurés à chaque bâchée

Concernant les rejets d'eaux usées industrielles, le tableau suivant présente :

- les valeurs limites d'émissions préconisées par le BREF OFC et qui s'appliquent avant rejet des effluents au milieu naturel
- les valeurs limites d'émissions imposées par l'arrêté préfectoral réglementant les activités du site SGP2 avant rejet dans le réseau communal des eaux usées industrielles
- les concentrations mesurées en sortie de la station d'épuration (STEP) communale, avant rejet au milieu naturel

Paramètres	Concentration de la BREF (mg/l)	Concentration imposée en sortie du site (mg/l)	Concentration en sortie de la STEP communale (mg/l)
DCO	12-250	< 500	41,4
MES	10-20	< 50	4,9
DBO ₅	-	< 250	4,3
N inorganique	2-20	-	5,9

Les effluents de la société, après pré-traitement par la station biologique de l'établissement, rejoignent la station d'épuration communale de Grasse. Les effluents en sortie de STEP communale respectent les valeurs limites fixées dans le BREF OFC pour tous les paramètres.

5.2.2. BREF Systèmes de refroidissement industriel

Le système de refroidissement mis en place sur le site de SGP2 est conforme aux MTD décrites dans le BREF Systèmes de refroidissement industriel.

5.3. Investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions et des consommations en eau et en énergie au cours de la période décennale passée

Entre 1997 et 2006, l'exploitant a investi plus de 2400 k€ pour la protection incendie sur l'ensemble du site. En 2004, un poste à mousse à haut foisonnement a été installé.

5.4. Mesures envisagées en cas de cessation d'activité

Les mesures envisagées par l'exploitant en cas de cessation d'activité sont les suivantes :

- *en cas de pollution des sols ou des eaux souterraines, il sera procédé à une évaluation précise de l'étendue de celle-ci et leur dépollution, avec remise à l'état d'origine*
- *tous les produits dangereux éventuels, ainsi que tous les déchets présents sur le site seront évacués ou éliminés dans leurs filières réglementaires respectives*
- *tout matériel de production sera évacué ou réutilisé sur un autre site du groupe*

6. ANALYSE DE L'ETUDE DE DANGERS

6.1. Identification des potentiels de dangers

- Risque incendie

Les activités réalisées sur le site SGP2 nécessitent le stockage, l'emploi et la fabrication de liquides inflammables. Le risque incendie concerne donc principalement :

- le bâtiment de fabrication des liquides inflammables
- l'atelier de mélange des liquides inflammables
- les dalles de stockages de produits inflammables

- Risque de dispersion de produits toxiques

Le sulfate de diméthyle (DMS) est un liquide très toxique par inhalation et par ingestion mis en œuvre lors de certaines synthèses chimiques. Ce produit est utilisé comme matière première pour une des fabrications réalisées sur le site SGP2. Le produit est aspiré sous vide dans le réacteur où il est employé.

A la demande de l'administration et dans un souci de réduction des risques à la source, l'exploitant a décidé en 2005 de ne plus stocker le DMS en avance sur le site mais de le commander au moment de la programmation de la production. Il est alors stocké en fûts de 200 litres et la quantité totale susceptible d'être présente sur le site est inférieure à 450 kg (contre 2 tonnes avant 2005).

6.2. Synthèse des scénarii d'accidents

Les principaux scénarii décrits dans l'étude de dangers du site sont les suivants :

- Incendie des liquides inflammables de 1^{ère} catégorie (PE³ < 55°C) stockés sur la dalle 1

Le scénario modélisé par SGP est l'incendie généralisé de la dalle 1 sur laquelle sont stockés les liquides inflammables de 1^{ère} catégorie (rétention de 270 m²). Afin que les flux thermiques associés à ce scénario d'incendie ne puissent atteindre les tiers voisins (sociétés ALDI, PEUGEOT et HUGON), des murs coupe-feu ont été construits par l'exploitant en limite de propriété du site. Par ailleurs, la dalle 1 est équipée d'un poste hydromousse actionnable à distance.

- Incendie des liquides inflammables de 2^{ème} catégorie (55°C<PE<100°C) stockés sur la dalle 4

Le scénario modélisé par SGP est l'incendie de la dalle 4 sur laquelle sont stockés les liquides inflammables de 2^{ème} catégorie. Cette dalle de stockage se trouve en limite de propriété. Les flux thermiques de 3 et de 5 kW/m² associés à ce scénario d'incendie sortent du site et touchent le parking d'une société se trouvant en limite du site de SGP2 (société HUGON).

Pour limiter les flux thermiques de 3 et 5 kW/m², l'exploitant propose le rehaussement du mur en limite de propriété à une hauteur de 3 mètres.

7. REACTUALISATION DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SITE

Suite à l'analyse du bilan de fonctionnement décennal et à l'instruction de la mise à jour de l'étude de dangers du site, il apparaît nécessaire de réactualiser les dispositions des arrêtés préfectoraux du 5 décembre 1997 et du 10 mars 2006 réglementant les activités de ce site.

7.1. Situation administrative

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport actualise la liste des installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le site SGP2 en actant :

³ PE = Point Eclair

- l'antériorité obtenue pour la rubrique 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air)
- l'antériorité obtenue pour les rubriques 1171 ; 1172 et 1173 (fabrication, emploi et stockage et substances et préparations dangereuses pour l'environnement, très toxiques et/ou toxiques pour les organismes aquatiques)
- la création de la rubrique 1432 (stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables), le 28 décembre 1999 en remplacement de la rubrique 253

7.2. Cessation d'activité

Le projet d'arrêté préfectoral rappelle dans son article 1.5.5. les obligations qui incombent à l'exploitant en cas de cessation d'activité. Ces obligations sont celles résultant de la réglementation applicable, en particulier celles reprises aux articles R 512-74 à R 512-80 du code de l'environnement.

7.3. Gestion des déchets

Le projet d'arrêté préfectoral inclut une mise à jour des prescriptions applicables à l'exploitant en matière de gestion des déchets. En effet, de nouveaux textes réglementaires sont parus depuis l'arrêté préfectoral du 5 Décembre 1997 (décret du 30 mai 2005, arrêté du 29 juillet 2005, ...) qu'il convient de rappeler à l'exploitant.

7.4. Consommation d'eau

Concernant la consommation d'eau sur les sites SGP2 et SGP3, on note une baisse de la consommation pour le site de SGP2 et une légère augmentation pour SGP3. L'exploitant a donc fait des propositions afin que soient modifiées les consommations d'eau autorisées pour chacun de ces deux sites en garantissant une diminution globale de la consommation d'eau pour l'ensemble des deux sites de production :

	SGP2	SGP3	Global
Actuellement dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation	30 m ³ /j	15 m ³ /j	45 m ³ /j
Propositions de l'exploitant	20 m ³ /j	20 m ³ /j	40 m ³ /j

L'inspection des installations classées propose d'acter cette nouvelle répartition de la consommation d'eau entre les site SGP2 et SGP3 qui conduit au global à une diminution de la quantité d'eau consommée annuellement pour l'ensemble de ces sites.

7.5. Autosurveillance des eaux usées industrielles

L'arrêté préfectoral du 5 décembre 1997 prévoit que :

- les paramètres suivants soient mesurés à chaque bâchée : débit, température, pH, MES, DCO et DBO₅
- une analyse des hydrocarbures totaux soit réalisée toutes les 3 bâchées

Le suivi des résultats d'autosurveillance de cet établissement au cours des dix dernières années montre que :

- les résultats en DCO et en hydrocarbures totaux sont tous conformes
- les résultats en DBO₅ sont liés aux résultats en DCO

L'inspection des installations classées propose donc de maintenir l'analyse en pH, MES et DCO à chaque bâchée mais de passer à une analyse toutes les 5 bâchées pour la DBO₅ et les hydrocarbures totaux.

7.6. Collecte des eaux susceptibles d'être polluées

Afin de collecter l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux d'extinction incendie, l'exploitant dispose de 3 bassins d'un volume total de rétention de 190 m³. L'arrêté préfectoral actuel mentionne l'existence de 2 bassins d'un volume total de 150 m³. Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport inclut la mise à jour de cette prescription (article 7.6.7).

7.7. Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables (Atelier 1)

L'atelier 1 relève de la rubrique 1433 (installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables) de la nomenclature des installations classées.

L'arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°1433 s'applique à l'atelier 1. Il prévoit, entre autres les dispositions constructives suivantes :

- murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)
- planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)
- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leur dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)

Toutefois, le SDIS 06, déjà interrogé à ce sujet pour d'autres installations similaires, préconise des châssis vitrés non coupe-feu 2 heures sur les murs extérieurs des ateliers de mélange de liquides inflammables. En effet, les châssis vitrés coupe-feu 2 heures poseraient des problèmes concernant l'action des secours et la mise en œuvre du désenfumage en cas d'incendie.

L'inspection des installations classées propose donc de retenir les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes pour l'atelier 1 :

- matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 (incombustible)
- murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)
- portes extérieures intégrées dans un mur coupe-feu et non utilisées pour les amenées d'air frais (cf. dernier alinéa de l'article 8.2.2) : EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)
- portes extérieures intégrées dans un mur coupe-feu et utilisées pour les amenées d'air frais (cf. dernier alinéa de l'article 8.2.2): pare-flammes 1h
- vitrages assurant une protection contre les blessures (ne générant pas d'éclats coupants en cas de brisure)
- toiture et couvertures de toiture répondant à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieur à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1)

Le chapitre 8.2 du projet d'arrêté préfectoral reprend l'ensemble des nouvelles dispositions applicables à l'atelier 1 (dispositions constructives, désenfumage, amenées d'air frais, ...). Ces prescriptions devront être respectées par l'exploitant dans un délai de 3 mois à compter de la date de publication de l'arrêté.

7.8. Dalles de stockage des liquides inflammables

La mise à jour de l'étude de dangers du site de SGP2 montre que les scénarii d'incendie des dalles de stockage 1 et 4 sur lesquelles se trouvent des liquides inflammables peuvent générer des effets thermiques à l'extérieur du site. Afin de limiter ces effets, le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport mentionne dans son article 8.3.3 :

- la présence d'un mur coupe-feu de degré 2 heures et d'une hauteur de 8 mètres du côté ouest de la dalle 1
- la nécessité de rehausser le mur de clôture situé au sud de l'établissement à une hauteur de 3 mètres. L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois à compter de la date de publication de l'arrêté pour rehausser ce mur.

Par ailleurs, afin de ne pas générer d'éclats coupants en cas de brisure, les vitrages de l'atelier 2 exposées au flux thermique d'un incendie de la dalle 4 sont tels qu'ils assurent une protection contre les blessures (article 8.3.3.3 du projet d'arrêté préfectoral).

7.9. Détection incendie dans les ateliers 1, 2 et 3

Afin de prévenir les conséquences d'un éventuel incendie dans les ateliers 1, 2 et 3, le projet d'arrêté préfectoral prévoit la mise en place d'un système de détection incendie dans ces ateliers (article 7.6.4). L'exploitant dispose d'un délai de 2 mois à compter de la date de publication de l'arrêté pour se conformer à cette prescription.

7.10. Bilans périodiques

Le projet d'arrêté préfectoral rappelle à l'exploitant son obligation de :

- procéder à la déclaration annuelle des émissions polluantes de son établissement en application de l'arrêté du 31 janvier 2008
- réaliser tous les dix ans le bilan de fonctionnement de ses installations. Le prochain bilan décennal est à transmettre avant le 31/03/2017 et portera sur la période 2007-2016.
- transmettre annuellement le bilan légionellose

8. CONCLUSION - AVIS DU SERVICE INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'analyse du bilan de fonctionnement décennal de l'établissement SGP2 fait apparaître que le fonctionnement des installations prend en compte les meilleures technologies disponibles mentionnées dans le BREF Chimie fine organique (OFC). En particulier, les eaux usées industrielles, avant rejet au milieu naturel, sont conformes aux valeurs limites d'émission imposées dans le BREF OFC.

Par ailleurs, la mise à jour de l'étude de dangers du site montre que des prescriptions complémentaires doivent être imposées à l'exploitant (mur coupe-feu en limite sud du site, détection incendie dans les ateliers 1, 2 et 3, ...) afin de limiter les effets thermiques en cas d'incendie.

Ainsi, afin de prendre en compte :

- les nouvelles prescriptions applicables aux installations de mélange ou emploi de liquides inflammables imposées par l'arrêté ministériel du 20 avril 2005,
- les conclusions de la mise à jour de l'étude de dangers
- les évolutions réglementaires parues au cours des dernières années (cessation d'activité, évolution des seuils des rubriques ICPE, ...),

vous trouverez ci-joint un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, en application des dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement.

Par suite, nous proposons que M. le Préfet :

- a) en application des articles R 512-25 et R 512-31 du code de l'environnement, soumettre les présents rapports et projet d'arrêté à l'avis du prochain Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),
- b) procède ensuite à la consultation visée à l'article R 512-26 du code précité,
- c) nous adresse copie lisible et datée de la preuve de notification de l'arrêté à la société SGP

L'Inspecteur des Installations Classées

P.J. : un projet d'arrêté préfectoral et son annexe graphique (plan de localisation des installations)

ANNEXE 1

Rubrique	Désignation de l'activité	Observations	Régime
1150-1b	Substances et préparations toxiques particulières (stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de) : 1. Sulfate de diméthyle La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Inférieure à 2 t	La quantité totale présente dans l'installation est de 450 kg	A
1171-1b	Dangereux pour l'environnement (A et/ou B), très toxiques et/ou toxiques pour les organismes aquatiques (fabrication industrielle de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. 1. Cas des substances très toxiques pour les organismes aquatiques (A) : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Inférieure à 200 t	La quantité totale présente dans l'installation est de 10 t	A
1171-2b	Dangereux pour l'environnement (A et/ou B), très toxiques et/ou toxiques pour les organismes aquatiques (fabrication industrielle de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. 2. Cas des substances toxiques pour les organismes aquatiques (B) : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Inférieure à 500 t	La quantité totale présente dans l'installation est de 6 t	A
1172-3	Dangereux pour l'environnement (A), très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. Supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 100 t	La quantité totale présente dans l'installation est de 62 t	DC
1431	Liquides inflammables (fabrication industrielle de, dont traitement de pétrole et de ses dérivés, désulfuration)	15,5 t	A
1432-2b	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) supérieure à 10 m ³ mais inférieure à 100 m ³	Volumes: Catégorie B < 90m ³ Catégorie C < 35 m ³ Catégorie D < 15 m ³ soit une capacité équivalente de 98 m ³	D

Rubrique	Désignation de l'activité	Observations	Régime
1433-B-b)	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) B. Autres installations : Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : b) Supérieure à 1 t mais inférieure à 10 t	3 t (équivalent 1 ^{ère} catégorie)	D
2921-1b	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) 1. Lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé » : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2 000 kW	1 TAR Puissance thermique évacuée maximale = 1000 kW	D
1173-3	Dangereux pour l'environnement (B), toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	La quantité totale présente dans l'installation est de 22 t	NC
2910	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4.	1 chaudière de 1,4 MW 1 chaudière de secours ne pouvant fonctionner en même temps de capacité : 700 kW	NC